

AFGHANISTAN Réunissant la plupart des bailleurs de fonds, la 3^e conférence internationale sur l'avenir d'une nation sinistrée par la guerre s'ouvre aujourd'hui à Berlin

La diplomatie mondiale au chevet de Kaboul

Aujourd'hui et demain, une soixantaine de délégations, parmi lesquelles celles d'une cinquantaine de pays et les ministres des Affaires étrangères d'une vingtaine d'entre eux, dont le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, se réunissent à Berlin pour faire le point sur la reconstruction politique et économique, ainsi que la sécurité de l'Afghanistan.

Berlin : de notre correspondant Pierre Bocev

[31 mars 2004]

Soixante-cinq délégations. La fine fleur de la diplomatie mondiale, de Colin Powell à Dominique de Villepin. Des milliers de policiers au coeur de Berlin. Des milliards de dollars pour enjeu. La 3^e conférence sur l'Afghanistan se réunit aujourd'hui et demain, sur fond d'élections reportées. Elle a pour défi, selon la formule d'un diplomate, de faire de l'ancien fief des talibans «*un pays en voie de développement à peu près d'aplomb, qui exporte autre chose que du pavot et importe autre chose que des armes*».

Deux ans et demi après le début de cet effort de la communauté mondiale, fin 2001 au Petersberg près de Bonn, il y a «*des progrès*» dont on peut se féliciter, mais ils sont «*insuffisants*», explique-t-on au gouvernement allemand, coprésident de la conférence au même titre que l'Afghanistan, les Nations unies et le Japon.

Le report de l'élection présidentielle, annoncé dimanche par le président Hamid Karzaï, illustre ce bilan mitigé. Le scrutin devait avoir lieu en juin, et s'il est remis de trois mois pour coïncider avec les premières législatives libres, le calendrier du Petersberg est tant bien que mal respecté.

Mais l'impossibilité de l'organiser comme prévu montre l'ampleur des problèmes qui subsistent. Sur 10 millions d'électeurs, un sur dix s'est enregistré, ce qui relève déjà de la gageure dans un pays sans recensement. Il n'y a pas encore de loi électorale pour déterminer le mode de scrutin qui traduira un choix de société. Pas plus que de découpage en circonscriptions qui épouseront ou non les frontières ethniques, traduction de la force ou de la faiblesse du pouvoir central face aux seigneurs de la guerre.

La sécurisation du pays a néanmoins fait des progrès. La partie du territoire où les Américains et leurs alliés de l'opération «Enduring Freedom» continuent la

chasse à al-Qaida et aux talibans ne dépasse pas 20% de la superficie. Les efforts de la FIAS, la force de stabilisation internationale, commencent peu à peu à porter leurs fruits, et il est envisagé de les intensifier en dehors de Kaboul, par le biais des PRT, les unités de reconstruction territoriale.

Reste l'énorme problème de la drogue. Son produit constitue entre un tiers et la moitié du produit national afghan. Elle est cultivée sur environ 80 000 hectares, tendance à la hausse, qui ont donné l'an dernier 3 600 tonnes de pavot. Tout doit encore être fait ou presque. L'éradication, qui a difficilement commencé sous la houlette des Britanniques. La formation d'une police locale, car les Occidentaux estiment qu'il appartient aux Afghans d'agir. La mise en place de structures administratives capables d'engager des poursuites judiciaires. La création d'alternatives pour les paysans, qui s'annonce difficile : un hectare de blé rapporte 600 dollars, un hectare de pavot 10 000...

Tout cela demande de l'argent. A la dernière conférence des donateurs, à Tokyo en janvier 2002, les promesses ont totalisé 4,5 milliards de dollars. Ashraf Ghani, le ministre afghan des Finances, estime les besoins à 27,6 milliards sur sept ans, ce que tous les experts jugent irréaliste. Mais la réunion de Berlin devrait quand même dégager une poignée de milliards.

Car tout le monde juge, à l'instar de Joschka Fischer, le chef de la diplomatie allemande, que *«la paix ne peut certes pas s'imposer par de l'argent»*, mais qu'il *«n'y a pas d'autre voie que la reconstruction»*. De nouveaux jalons doivent être définis par la conférence de Berlin, dit-il, une nouvelle *«vision politique pour l'après-Petersberg»*, le processus qui avait fixé l'objectif des élections libres et qui prendra fin avec elles.